Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

6 AU 12 FÉVRIER 1992

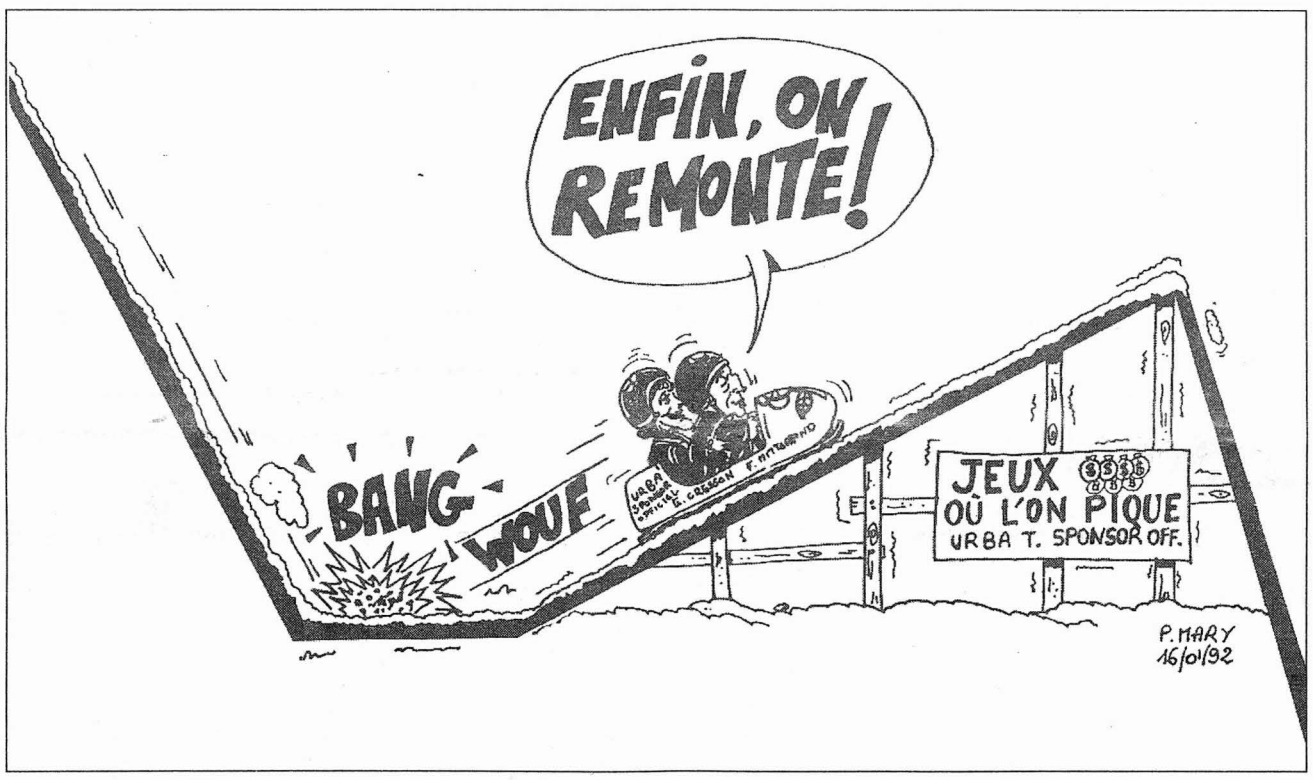
N° 857

10, 00 F

JEUX OLYMPIQUES

Albert... ville d'élite et de fric

ALBERTVILLE, Barcelone, l'année 1992 sera olympique. Régulièrement éclaboussée par ses rapports nauséabonds avec l'argent, la politique, le dopage ou la violence des stades, l'institution sportive, pourtant, se porte plutôt bien. L'engouement des Etats pour l'organisation des grandes manifestations nationales ou internationales en est la meilleure démonstration. Le capitalisme, non plus, ne s'y trompe pas. Près de 4 milliards de francs pour les JO d'Albertville et un succès populaire garanti : près de 2 milliards de téléspectateurs... Pour mieux comprendre ce phénomène, nous avons imaginé une rencontre avec le « rénovateur des Jeux Olympiques », le baron Pierre de Coubertin, figure mythique, emblématique et pourtant inconnue de beaucoup, du sport moderne. Immortel, il a accepté de nous livrer dans cet entretien, à partir de ses propres écrits, les secrets de la réussite de l'alchimie sportive.



Le Monde libertaire *: Le consensus est tel en faveur des JO que l'on peut parler de « messe olympique »...*

Pierre de Coubertin : « L'olympisme, la première caractéristique c'est d'être une religion. En ciselant son corps par l'exercice comme le fait un sculpteur d'une statue, l'athlète moderne exalte sa patrie, sa race, son drapeau. J'estime donc avoir eu raison de restaurer dès le principe, autour de l'olympisme rénové, un sentiment religieux... Je ne suis pas de ceux qui considèrent que l'humanité puisse se passer de religion... comme adhésion à un idéal de vie supérieur, d'aspiration et de perfectionnement. »

ML *: L'humanisme chrétien émanant des JO engendre, pourtant, l'exclusion. Acceptez-vous que l'angélisme olympique de nos gouvernants s'accommode des « mauvaises odeurs », « d'invasion », de « charters pour immigrés » ou de « la France aux Français » ?*

Pierre de Coubertin : « La théorie de l'égalité des droits pour toutes les races humaines, conduit à une ligne politique contraire à tout progrès colonial. Sans naturellement s'abaisser à l'esclavage ou même à une forme adoucie de servage, la race supérieure a parfaitement raison de refuser à la race inférieure certains privilèges de la vie civilisée. »

« Les races sont de valeurs différentes et à la race blanche, d'essence supérieure, toutes les autres races doivent faire allégeance. »

ML *: On peut donc être favorable à cette "grande fête pour l'amitié entre les peuples" et soutenir l'expansionnisme capitaliste occidental ?*

Pierre de Coubertin : « La France est de tous les pays du monde celui dont l'empire s'est le plus agrandi en 50 ans. Détenir un pareil record et ne pas même le savoir, n'est-ce pas honteux ? La vérité est que l'empire colonial français est le plus beau du monde... L'histoire fixera le tracé de la courbe ascendante qui a permis à la République d'écrire en 40 ans la plus admirable des épopées coloniales. »

ML *: Dont le rallye Paris - Le Cap est une des formes modernes...*

Pierre de Coubertin : « Bravo à ces hommes audacieux qui parcourent le continent noir et jouent gaiement leur santé et répandent vaillamment leur sang pour ouvrir un comptoir de plus au

(suite p. 3)

« Violences sexuelles... Que faire ?» P. 8

T2137 - 857 - 10,00 F

EDITORIAL

Action humanitaire vis-à-vis d'un grand malade, simple check-up nécessitant une hospitalisation de 48 heures, toujours est-il que le séjour du leader palestinien Georges Habache à l'hôpital Henri-Dunant de Paris a occasionné beaucoup de bruit et a entraîné des sanctions politiques flamboyantes.

Cette énième contorsion du pouvoir « socialiste », au-delà des imbrications politico-diplomatico-judiciaires, est d'un granguignolesque...

Les gouvernements « socialistes », depuis dix ans, sont passés maîtres dans l'art de mener une chose et son contraire. Après le débarquement humanitaire dû à un prétendu grand malade, voilà que débarque à l'hôpital Henri-Dunant le juge Bruguière, fort d'une commission rogatoire ouverte contre X par le défunt juge Boulouque, en 1989.

L'affaire est si mal ficelée, à en ressembler à la calamiteuse affaire Greenpeace, que l'on se demande si elle procède de la farce, de la bêtise, ou du traquenard monté par la DST dans le dos de Georgina Dufoix et de Roland Dumas.

A n'en pas douter, la raison d'Etat permettra de récupérer le coup. Après le battage médiatique, Habache a pu repartir tranquillement. Retour à la case départ. Le gouvernement, à la veille d'élections, semblera encore un peu plus cafouilleux à des Français moroses, qui n'en attendaient déjà plus rien. Le pouvoir, c'est certain, rend con !

ETATS-UNIS

Rencontre avec un « spécialiste de l'activisme social »

Ray Rogers pratique au cœur du syndicalisme américain ce que l'on peut appeler l' « activisme social ». Charles Reeve et Sylvie Deneuve ont rencontré cette bête noire du patronat et de la bureaucratie syndicale, qui nous fait un état des lieux des luttes outre-Atlantique.

CETTE interview est née d'un concours de circonstances. De passage à New York, nous avons été mis en contact avec Ray Rogers par un ami qui fut actif dans les réseaux de soutien aux grévistes de Hormel. Mais commençons par le début ! Hormel Corporation (un des grands de l'industrie alimentaire) fut touchée, de 1984 à 1986, par une longue grève des 1 500 ouvriers de son usine de Austin, dans le Minnesota. Les grévistes s'opposaient à une réduction de salaire et à des coupes dans les avantages sociaux. L'écho de cette lutte fut grand aux Etats-Unis, car on y contestait, enfin, la politique syndicale d'acceptation des « sacrifices nécessaires ». On y a remarqué aussi la renaissance d'un fort sentiment de solidarité de classe. Ce serait rapide de conclure, en partant de là, que les luttes ouvrières aux Etats-Unis renouent avec les principes d'auto-émancipation ou des pratiques anti-capitalistes ! La minorité des travailleurs toujours organisés syndicalement (1) est résignée et assommée par les effets de la crise économique. Elle continue à se soumettre à des chefs qui sont des piliers corrompus du système. Dans une société foncièrement raciste et, de surcroît, gangrenée par un désastre social sans pareil, un mouvement du rupture avec cet état de choses nécessite beaucoup d'initiatives autonomes et de détermination.

« Si les coups assenés par les capitalistes redoublent d'intensité, la résistance gagne aussi du terrain et cherche des voies nouvelles. »

Si les coups assenés par les capitalistes redoublent d'intensité, la résistance gagne aussi du terrain et cherche des voies nouvelles. C'est ainsi, par exemple, qu'on a vu naître, au cours de la récente grève nationale des cheminots (avril 1991) maintes initiatives de solidarité. Des structures horizontales de contact entre les « locaux » (sections syndicales) de base se sont alors mises en place (2).

Revenons maintenant à Ray Rogers. En lisant l'interview, le lecteur n'aura pas de mal à cerner la personnalité de cet agitateur professionnel, aujourd'hui redouté par patrons et bonzes syndicaux. Issu de la génération opposée à la guerre du Viêt-Nam, Rogers ne craint pas de dire au *Wall Street Journal* (milieux d'affaires) : « *L'important n'est pas que les gens s'organisent syndicalement, l'important, c'est de désorganiser le pouvoir !* ». La renommée de ce « spécialiste de l'activisme social » (comme il se présente), remonte à 1980, lorsqu'il parvient à forcer une grande entreprise du textile à accepter

(suite p. 4)

ECONOMIE

L'auto-centrage rend sourd

Dans les n°s 845 et 846 du « Monde libertaire », Philippe Chailan exposait ses vues dans un article intitulé « Pour une économie auto-centrée ». Georges Calmettes nous donne un avis différent quant à cette question. Le débat est ouvert.

L'ARTICLE de Philippe Chailan a un mérite, et je serais tenté de dire un seul : poser le problème que rencontrera nécessairement une révolution victorieuse dans ses rapports avec d'autres économies encore sous la loi du marché.

Effectivement, à moins de rêver à une incroyable simultanéité, il risque d'y avoir des décalages, à l'échelle de la planète, entre des endroits où le capitalisme existera encore et ceux où il aura été détruit. Déjà, première remarque, rien ne dit que ces « endroits » soient nécessairement juxtaposables aux Etats-nations actuels, prendre la France comme référence est en quelque sorte un pronostic sur la façon dont les luttes peuvent se généraliser. Un hypothétique succès dans un cadre national serait probablement un enterrement de première classe ; l'anarchisme dans un seul pays ne vaut sans doute pas plus cher que le socialisme du même nom, cher au camarade Staline...

La saine émulation

La seule raison que l'on puisse trouver à raisonner dans un cadre national est qu'il ne peut y avoir de révolution sans destruction de l'Etat. Dans cette hypothèse, il y aurait à se poser de toute urgence la question d'aider les autres révolutionnaires à en faire autant avec le leur : c'est une question de survie. Au contraire, Philippe Chailan nous propose un développement « autocentré » et une saine émulation avec les économies capitalistes environnantes : « *Les libertaires se voient donc condamnés, pour s'affirmer sur le marché mondial, à produire des marchandises de meilleure qualité que celles offertes par les économies capitalistes* ». « *On sait pourtant comment a tourné la précédente compétition sur le marché mondial entre les deux "blocs" et où le triomphe du capitalisme libéral n'était pourtant pas dû à un excès de "social" dans l'économie soviétique. Car, tout en se plaçant dans un système concurrentiel, l'auteur voudrait que l'économie libertaire* (sic) *évite la pression sur les salaires et la dégradation des conditions de vie des travailleurs* »... Merci du peu !

En réalité, on se condamne à l'échec si l'on se borne à coller « autogéré » ou « autogestion » à toutes les catégories du capitalisme : monnaie, salariat et marchandises. Que peut bien signifier « *un secteur autogéré public, financé par le budget, et un secteur autogéré marchand et concurrentiel* » ? Tout est pareil qu'ici et maintenant mais ça sera autogéré !

Reste la question initiale et fondamentale de ce que peut faire économiquement une révolution isolée dans un pays ou un groupe de pays. La solution n'est certainement pas de gagner une guerre économique mais bien de gagner une guerre sociale. Pour l'auteur, il faut avant tout durer : « *Seules la durée et la viabilité de l'expérience permettront éventuellement d'en faire un "exemple" que s'approprieront dans leurs luttes les groupes dominés des autres pays* ». On imagine le dialogue :

- « Tu as goûté les bonnes nouilles libertaires ? »
- « Oui, fameuses, qu'est-ce qu'on attend pour autogérer nous aussi ? »

C'est la vieille utopie du phalanstère qui refait surface, la vertu de l'exemple... Utopie systématique mais déjà impraticable il y a un siècle quand l'économie était autrement moins mondialisée qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cette mondialisation, qui est une chance pour la révolution, est considérée par Philippe Chailan comme un handicap nécessitant cette fameuse économie autocentrée.

Gagner la guerre sociale, c'est d'abord modifier rapidement et totalement les rapports existants : abolir la monnaie et la marchandise, diminuer de façon importante la durée du travail et le partager entre tous. Il faut que les exploités de tous les coins de la planète voient le bénéfice immédiat qu'ils ont à se débarrasser de leurs Etats respectifs. Je ne sais pas si nous sommes prêts à mourir pour une vie meilleure, mais je suis sûr que nous ne le sommes pas pour produire meilleur et moins cher que le voisin.

Georges Calmettes

SAINT-ETIENNE & LYON

Le groupe Nestor-Makhno, le Cercles d'études sociales et syndicales et le collectif libertaire « Les Mauvais jours finiront » organisent une conférence-débat avec René Berthier sur le thème : « URSS 1917-1992, du faux communisme au vrai capitalisme », le vendredi 7 février 1992 à 20 h à la faculté des Lettres, salle SR 1, rue du 11-Novembre, 42000 Saint-Etienne. Entrée libre.

René Berthier animera une autre conférence sur le même thème le samedi 8 février à Lyon à 16 h, à la librairie de l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

MŒURS

Les tartufes

Les « socialistes » donnent dans l'excès de zèle au service de la santé publique. Supprimer les lieux de débauche pour barrer la route au SIDA. Pourquoi pas ? Ainsi, on supprime les minitels roses pour cause de débauche. En ce qui concerne les gays, l'équation est superbement posée. Si les homos ont le SIDA, c'est qu'ils baisent ; s'ils baisent, c'est qu'ils se rencontrent. On boucle les serveurs minitels. On flique les lieux de drague et les bars homos. On verrouille le bois de Boulogne pour empêcher la prostitution des gitons et des travelos et hop, le tour est joué... Ni vu ni connu : plus de pédés, plus de SIDA.

Et les hétéros qui attrapent le SIDA ? C'est pareil ! Ils vont aux putes, sont héroïnomanes... Plus de bois, plus de prostitution, plus de SIDA ! C'est magique, pourquoi n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? En cassant le marché, on réduit la fraude fiscale, donc, en plus, on fait avancer le sens civique de tous ces mauvais Français.

Et si les héroïnomanes, qui ne peuvent plus vivre de passes du bois, deviennent pickpockets dans le métro, ce n'est pas grave, les voix de leurs « victimes » iront directement à Le Pen ; l'essentiel est que Chirac n'en profite pas.

Comment frustrer les gens, quand on ne sait pas les occuper au travail. Tous ces clients, d'où viennent-ils ? Tous ces gens malades de solitude, et qui claquent leurs ASSEDIC pour une pipe sur les matelas poisseux des camionnettes mal chauffées. Quelle réflexion ont-ils, ces socialistes-là, sur le commerce du sexe, des femmes et des hommes dans des villes où les rapports humains sont complètement pourris par le fric, la concurrence... bref tout ce qui conduit à l'irrespect de la dignité humaine ?

En bouclant le bois de Boulogne, Marchand ne « sauve » pas ces pauvres prostituées de leur condition de femmes... objets commerciaux. Ils les poussent à se répandre dans des endroits plus divers où elles ne feront pas masse quand les flics débarquent pour les faire chier, ou quand les « ripoux » viennent relever les compteurs.

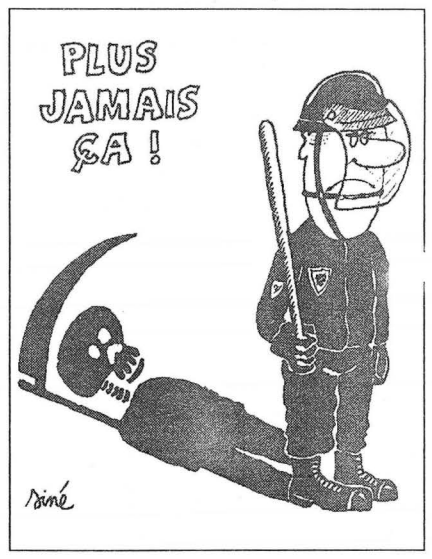
En attendant, les Asiatiques sont toujours à vendre sur catalogue contre quatre timbres à 2,50 F, chaque semaine dans *le Nouvel Observateur* (journal socialiste).

Quant aux bourgeois, leurs frasques extra-conjuguales ne sont pas du tout en danger ; les *escort girls* ou *boys* à 10 000 F (ou plus) la nuit sont toujours disponibles, facturés aux entreprises en frais de déplacements professionnels divers, et déductibles des charges fiscales. Non ce système n'est pas pourri, il tourne au mieux de sa forme. C'est ça le capitalisme !

Vincent

DOUBLE PEINE

« On se rend ! »



Samedi 1er février, à l'appel de la Coordination contre la double peine, environ 400 personnes se sont retrouvées à la station de métro Miromesnil, rue La Boétie à Paris.

L'opération « On se rend ! » avait été annoncée l'avant-veille au cours d'une conférence de presse. Le but du jeu était le suivant : si on est clandestin expulsable, vous nous expulsez ouvertement et pas en *catimini*, ou alors, vous nous rendez nos papiers. Assez joué, on se rend directement chez Philippe Marchand, au ministère de l'Intérieur, place « Beau Veau ». Effectivement, la police était au rendez-vous pour... empêcher les clandestins de se rendre !

Juste avant de faire fermer les stations de métro environnantes (nous sommes à deux pas de l'Elysée), les flics devaient « arraisonner » quelques manifestants en route pour le rassemblement.

A la surface, les groupes membres de la coordination (Act Up, Résistance des banlieues et le Comité contre la double peine), une vingtaine de grévistes de la faim sur des brancards, et quelques militants qui soutiennent la campagne, se voyaient empêchés de prendre la route du ministère. Ils décidaient donc de se rendre au commissariat de quartier le plus proche sans doute plus disponible.

En fait, le cortège, bouclé rue La Boétie, n'a pas été « autorisé » à bouger, et la dispersion ne se fit que par petits groupes, espacés de 10 minutes. Les derniers ont quitté l'endroit vers 19 heures. *Douce France, cher pays de mon enfance* n'a pas fait rire Marchand, mais gageons qu'une prochaine action d'éclat saura le dérider... A moins que nous ne partagions pas les mêmes valeurs.

V.

Débat de la librairie La Plume Noire

« Ecologie... ou écofascisme ? »

Samedi 15 février à 16 h, avec Philippe Pelletier.

La Plume Noire
15, rue Rivet, 69001 Lyon.

Albert... ville d'élite et de fric

(suite de la « une »)

commerce national, pour planter une fois de plus nos trois couleurs sur une case indigène. »

ML : *On a coutume de dire que le sport est au dessus de tout. Il a pourtant une mission dans le système économique et politique actuel...*

Pierre de Coubertin : « Faire pour la révolution industrielle et la société libérale capitaliste, des chevaliers servants au caractère trempé, à l'esprit clair, aux muscles robustes. »

ML : *Pour gagner cette guerre économique qui ravage toujours la planète, quel message adresseriez-vous à la classe politique organisatrice des JO 1992 ?*

Pierre de Coubertin : « C'est à la jeunesse française qu'il appartiendra de décider si la présente guerre doit être un assaut vaillamment repoussé, ou s'il doit en résulter le triomphe de la civilisation française. »

« Pour assurer ce triomphe, étant donné les circonstances et les moeurs et organiser la bienfaisante invasion du commerce, de l'industrie, de la science des lettres, de l'art français. L'organisation d'une telle invasion, en plus des qualités que nous possédons déjà, exige une puissante initiative physique, c'est-à-dire des muscles, du souffle, des estomacs solides et des jarrets d'acier... Tout ce qui est suggéré ici est loyal et légitime. C'est la préparation à la lutte internationale dans ce qu'elle a de plus sain, de plus digne, de plus moral.

Que les maîtres dans les écoles, que les parents au foyer, que les chefs à l'armée, que les maires dans les communes, nous donnent leur appui pour faire pénétrer ces principes partout où séjourne la jeunesse. »

ML : *Et notamment dans les écoles...*

Pierre de Coubertin : « Le collège doit en un mot relever moralement de la doctrine productiviste visant à armer les élèves pour les luttes du productivisme moderne et à leur donner le goût de ces luttes et le désir d'y prendre part. »

« Le sport, ses contacts rudes, ses alternatives, ses chances, prépare le corps et le caractère aux batailles de la vie... Il se trouve que le développement musculaire et l'entraînement corporel constituent pour les adolescents d'aujourd'hui à la fois la sauvegarde morale la plus active et la mise en valeur la plus féconde de leur personnalité. »

ML : *Les adolescents ont aussi d'autres préoccupations. Les autres aussi d'ailleurs...*

Pierre de Coubertin : « Le plus grand service que le sport puisse rendre à la jeunesse, c'est d'empêcher chez elle le vagabondage de l'imagination et de la maintenir non dans l'ignorance mais dans l'indifférence à l'égard de ce qui menace d'éveiller en elle un sensualisme prématuré. »

« A défaut de la guerre, le sport permet d'éviter la crise redoutable à laquelle est vouée toute la jeunesse non sportive. La monstrueuse campagne qui se poursuit en faveur de "l'éducation sexuelle" n'apportera qu'un renfort de la pornographie. »

ML : *Vous avez déclaré :* « Le sport apparaît comme le symbole de la virilité... »

Pierre de Coubertin : « Franchir certaines enceintes sportives, c'est montrer aux autres et se prouver à soi-même qu'on est vraiment un homme. »

Pirmin Zurbriggen au critérium de Val d'Isère en 1986.
© Philippe Bouchon/Gérard Malié - AFP.

« Les peuples retiendront la grande leçon du sportif, à savoir que la haine sans bataille est peu digne d'un homme et que l'injure sans coup en est tout est à fait indigne. Ce pacifisme sportif ne prétend point supprimer les passes d'armes, mais simplement rendre possible dans l'intervalle les collaborations fécondes qui ne sont pas seulement indispensables au progrès matériel, mais répondent encore à la conception de la dignité virile admise aux époques les plus chevaleresques de l'histoire. »

« Il y a deux races distinctes : celle des hommes au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée, et des maladifs, à la mine résignée et humble, l'air vaincu... »

ML : *Platini, Prost ou Forget sont ces nouveaux chevaliers. Notre société a besoin du sport pour fabriquer des modèles d'identification... c'est très élitiste, non ?*

Pierre de Coubertin : « Une loi fondamentale demeure. Pour que cent se livrent à la culture physique, il faut que 50 fassent du sport. Pour que 50 fassent du sport, il faut que 20 se spécialisent. Pour que 20 se spécialisent, il faut que 5 soient capables de prouesses étonnantes. »

« C'est toujours l'Elite que l'on a en vue. Car une phalange supérieure et peu nombreuse rend infiniment plus que la médiocrité très répandue, aussi toutes choses tendent à donner à ceux qui ont déjà, comme dans l'Evangile. »

« Il y a deux races distinctes : celle des hommes au regard franc, aux muscles forts, à la démarche assurée, et des maladifs, à la mine résignée et humble, à l'air vaincu. Eh bien ! c'est dans les collèges comme dans le monde : les faibles sont écartés ; le bénéfice de cette éducation n'est appéciable qu'aux forts. »

ML : *L'injustice et l'inégalité suscite plutôt la guerre de classes. Comment le sport peut-il favoriser la paix sociale ?*

Pierre de Coubertin : « Le gymnase municipal c'est une coopération professionnelle : le praticien et le théoricien, l'homme de science et l'homme de lettres, l'homme politique et l'homme privé, le syndiqué et l'indépendant se coudoient en une sorte de bienfaisante promiscuité. Comment ne sortirait-il pas de là des éléments de compréhension, de rapprochement, d'apaisement ?

« L'hygiène publique et la paix sociale ne trouveraient-elles pas leur avantage au rétablissement d'une institution susceptible d'opérer de tels rapprochements, cette cellule d'émulation et de coopération faisant précisément défaut à la démocratie moderne à l'heure où elle en aurait le plus besoin. »

ML : *A propos de la violence légitime des jeunes des banlieues, le sport c'est la bonne réponse ?*

Pierre de Coubertin : « Théodore Roosevelt savait cela lorsqu'au début de sa carrière politique, ayant sous sa juridiction la police de New York, il osa ouvrir des salles gratuites de boxe dans les quartiers mal famés... ce qui amena une diminution immédiate et considérable des rixes sanglantes dont cette portion de l'énorme cité était journellement le théâtre. »

ML : *A quelques heures de l'ouverture des JO d'Albertville, avez-vous un message à transmettre ?*

Pierre de Coubertin : « Que la jeunesse bourgeoise et la jeunesse prolétarienne s'abreuvent à la même source de joie musculaire, voilà l'essentiel. Qu'elles s'y rencontrent, ce n'est maintenant que l'accessoire. De cette source découlera, pour l'une comme pour l'autre, la bonne humeur sociale, seul état d'âme qui puisse autoriser pour l'avenir l'espoir de collaborations efficaces ».

Pierre de Coubertin meurt le 2 septembre 1937. Un an auparavant, il déclarait à propos des Jeux Olympiques de Berlin : « Que le peuple allemand et son chef soient remerciés pour ce qu'ils viennent d'accomplir ! ».

« Quoi ? Les Jeux défigurés ? L'idée olympique sacrifiée à la propagande ? C'est entièrement faux ! La grandiose réussite des jeux de Berlin a magnifiquement servi à l'idéal olympique. »

Jean-Luc Boluda
(gr. Bakounine de Charente-Maritime)

SQUATTS PARISIENS

Flambée sur l'immobilier

Depuis l'incendie du couvent des Récollets, dans la nuit du 25 au 26 janvier, les artistes campent sur le terrain de boules, en face du 148, rue du Faubourg-Saint-Martin.

Les Anges des Récollets avaient entrepris, depuis juillet 1991, de restaurer le bâtiment, et proposaient une animation culturelle diversifiée : peinture, sculpture, photographie, poésie, musique... Ils avaient même créé et cultivé un petit potager, comme une parcelle d'autonomie... Ces Articulteurs font revivre les lieux en friche et tentent de les protéger de la démolition.

Mais le ministère de l'Equipement veut vendre le couvent des Récollets au promoteur le plus offrant. De nombreux projets autour de la gare de l'Est (Eole, TGV...) veulent transformer le quartier en carrefour de l'Europe capitaliste.

Les artistes et la population préféreraient que ce soit un carrefour culturel. Les Anges des Récollets sont soutenus par l'association Vi.V.Re (Villemin-Valmy-Récollets) qui se bat depuis plusieurs années contre la construction d'immeubles sur une partie du jardin Villemin. Le saccage du jardin en décembre 1990 a provoqué l'occupation physique de l'entrée du chantier par les habitants du quartier.

Trop d'incendies « providentiels », liés à des opérations immoblières sur Paris

C'est grâce à cette occupation que les travaux ont pu être stoppés. Et après de longs mois de « réflexion », le tribunal administratif a enfin annulé les permis de construire, pour non-respect du Plan d'occupation des sols (POS).

C'est une victoire, mais attention, la mairie de Paris, qui a perdu de nombreux procès pour la même raison, s'affaire à modifier la loi, de manière à pouvoir accorder de nouveaux permis de construire.

Les promoteurs, les institutions et les forces de l'ordre ne craignent pas les opérations crapuleuses, et seule une mobilisation importante permettra d'arrêter le massacre des quartiers populaires.

Dans cet incendie, deux artistes ont été asphyxiés et sont toujours dans un état inquiétant, surtout Thomas, qui est resté quatre jours dans le coma.

Des centaines de CRS ont immédiatement profité de cette belle occasion pour expulser les Anges des Récollets et interdire l'accès au couvent.

Les artistes se retrouvent à la rue, en plein hiver, et affrontent chaque jour des violences supplémentaires : agressions physiques lors de la réception de matelas, de nourriture, de bois pour se chauffer ; extinction des réverbères publics par EDF (rallumés le lendemain, après réclamation devant les caméras de télé) ; arrestation et garde à vue pendant 15 heures de deux artistes pour occupation illégale de locaux ; camion rendu avec trois pneus crevés, phares cassés ; séquestration et évacuation sans préavis des effets et œuvres des artistes.

Certains d'entre eux ont pu s'introduire dans le couvent et filmer l'intérieur juste après l'incendie : trois foyers distincts ont été allumés à l'essence, et seulement 1/5e du bâtiment a été touché. Le reste est entièrement intact, et encore habitable sans danger.

Le lendemain, une autre visite filmée leur permet de constater le saccage de leurs œuvres et le pillage de leurs effets personnels...

Les artistes réclament une expertise pour établir les vols et dégradations après l'incendie.

Ils veulent réintégrer et réhabiliter leur lieu de vie et de création. Alors, chaque jour, ils continuent l'animation dans la rue : musique, expo, diapos, brocante, créations en direct... et ils ont besoin de notre solidarité : présence physique, soutien moral, couvertures, vivres, caisse de soutien, pétitions à signer...

Un rendez-vous important pour tous les amoureux de la Liberté.

Sylvie (gr. Ubu)

Sur Radio-Libertaire (89.4) écoutez « Sans toit ni loi » le samedi de 16 h 30 à 18 h.

Point de vue sur l'anarchie

• Mardi 11 février 1992 : « Pourquoi et comment lutter aujourd'hui ? Comment s'organiser ? Comment est organisée la Fédération anarchiste ? ».

Cette conférence a lieu à 20 h 30 au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert- Planquette (impasse dans la rue Lepic), Métro Abbesses ou Blanche, 75018 Paris.

Rencontre avec un « spécialiste de l'activisme social »

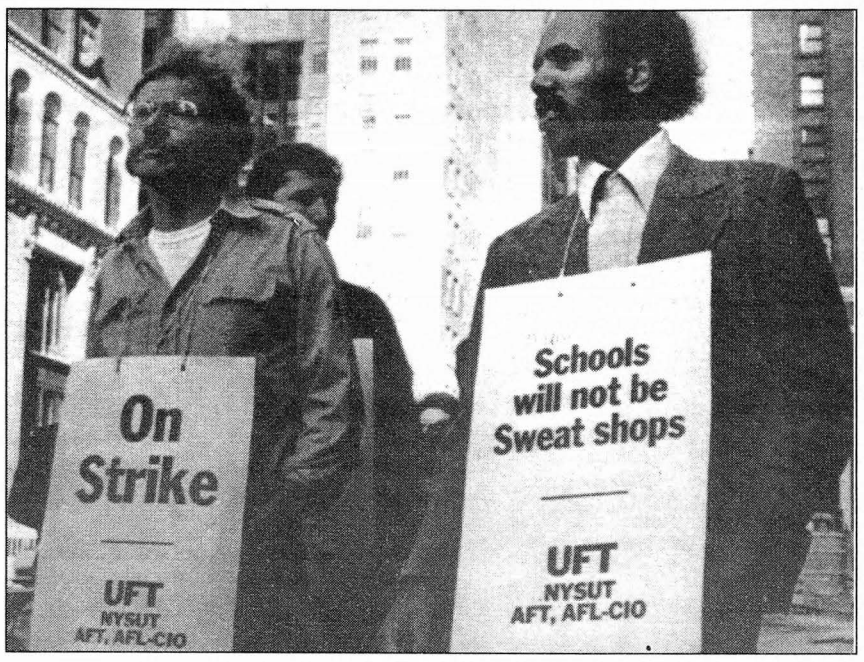
(suite de la « une »)

l'implantation du syndicat. L'idée nouvelle qu'il « vend » est vieille, mais oubliée : il faut rompre l'isolement des luttes, sortir du cadre des lieux de travail, s'attaquer aux centres de pouvoir qui contrôlent les entreprises (banques, sociétés d'actionnaires). Contacté par les grévistes de Austin, Rogers leur est venu en aide. Il s'est totalement investi, s'intégrant dans la communauté et dans l'action. Arrêté à deux reprises par la police, il a été accusé de propagande « *syndicaliste criminelle* ». L'expérience de Hormel semble l'avoir incité à repenser les limites du syndicalisme traditionnel. Nous le rencontrâmes un soir, dans ses bureaux (*Corporate Campaign*), du côté de Union Square, à Manhattan. Nous étions sceptiques, craignant trouver un personnage imbu de lui-même et à l'esprit rigide. La surprise fut bonne et nous avons discuté pendant deux heures de façon chaleureuse. Nos références aux agitateurs anarcho-syndicalistes du début du siècle lui ont plutôt plût et il a volontiers accepté nos remarques critiques. La vérité de sa révolte sociale nous a frappés ; derrière le business, il y a une réelle solidarité envers le monde ouvrier, d'où il est issu et où il a grandi. Esprit pragmatique typiquement « américain », Rogers est avant tout un lutteur, et il s'encombre peu de tactiques, d'autant plus qu'il est libre de tout lien partidaire ou politique explicite. Il s'est, par ailleurs, montré fort intéressé par l'état du mouvement social en Europe ; en particulier par les expériences des COBAS en Italie et des coordinations en France.

Ceci étant, le but de ce texte n'est pas de faire sa publicité ! Et nous sommes loin de partager toutes ses conceptions de base. Tout particulièrement l'identification réductrice qu'il fait entre mouvement ouvrier et mouvement syndical ; ainsi que l'idée du besoin d'une direction correcte et d'une stratégie juste. Rogers se rattache là aux courants qui interviennent dans le monde ouvrier de l'extérieur, avec le but d'y apporter la conscience. Il est vrai qu'il conçoit son rôle comme transitoire, un moment d'apprentissage de la communauté en lutte. Force est de constater que le rôle joué par ces « spécialistes » donne la mesure de l'état de faiblesse du mouvement syndical américain, paralysé par un siècle de pratiques de compromis. Aujourd'hui, des travailleurs sont à la recherche de nouvelles façons de lutter. Les « spécialistes » ne font que leur vendre une tranche de leur propre expérience oubliée ! Enfin, et c'est important, cette interview permet de découvrir l'état d'esprit des secteurs militants du syndicalisme nord-américain. Secteurs dont Rogers est très proche.

Le mouvement social nord-américain (de par les caractéristiques mêmes de la société où il prend forme) a, depuis toujours, produit des lutteurs et des contestataires dont la fougue et la témérité compensent le manque de ce que nous appelons en Europe la « culture politique ». Nous le savons maintenant, cette « culture » était, pour beaucoup, redevable des valeurs du « socialisme réel », qui n'était qu'une forme historique de l'exploitation du travail. De ce point de vue, les contestataires américains vont pouvoir faire l'économie d'une déprime. Compte tenu du triste état de la société où ils se battent, c'est tant mieux pour eux !

Charles Reeve et Sylvie Deneuve,
New York, novembre 1991/
Paris, janvier 1992



Charles Reeve/Sylvie Deneuve : *Quel bilan faites-vous aujourd'hui de la grève de Hormel ?*

Ray Rogers : La grève de Hormel est ressentie, encore aujourd'hui, comme une blessure pour beaucoup. Cette grève a approfondi une vieille fracture du mouvement ouvrier organisé. Elle a retracé la ligne de séparation entre les vrais et les faux syndicalistes, entre la base et la bureaucratie syndicale. Nous avons assisté à une des plus fortes mobilisations ouvrières depuis des années. De leur côté, les sommets de la hiérarchie syndicale, les dirigeants de l'AFL-CIO, ont dépensé des milliers de dollars et une grande énergie afin de mettre à genoux ce petit « local » syndical. Bien sûr, ils étaient aussi après moi et mon organisation, à cause du rôle que nous avions joué dans l'action. Au cours de la grève, il est devenu évident pour beaucoup de gens en lutte que ces chefs syndicaux étaient plus à l'aise dans leurs fauteuils que devant un piquet de travailleurs. La majorité de ces bureaucrates craignaient la victoire des grévistes de Hormel.

Ces gens-là ont peur du succès d'une lutte menée par une base active. Ils sont incapables d'y reconnaître la force montante du mouvement ouvrier ; ils y voient, au contraire, une menace. C'est clair ! Ce n'est donc point étonnant que ces chefs syndicaux, après avoir superbement ignoré, au départ, cette petite grève, aient, ensuite, mis tout leur poids dans la balance pour arrêter le mouvement. Ce fut finalement leur action qui a renversé un rapport de forces qui se présentait favorablement aux grévistes. Car nous étions très bien organisés ; nous avions une stratégie qui commençait à porter face aux capitalistes ; nous avions été capables de bâtir un réseau de soutien qui s'étendait partout aux Etats-Unis, et même dans d'autres pays. Nous avions reçu des milliers de dollars de dons.

Si je parle maintenant du rôle joué par mon organisation, je dois rappeler que nous avons mis sur pied un vaste réseau qui gêne aujourd'hui les directions syndicales. Nous avons des milliers d'adresses : du local syndical combatif à l'avocat libéral, des activistes des milieux religieux aux dirigeants des organisations des droits civiques. Ce sont des personnes ou des groupes qui sont prêts à venir en aide au mouvement ouvrier. J'estime que la faiblesse du mouvement ouvrier dans ce pays résulte, en partie, de son incapacité à susciter la création de fronts de soutien aux luttes. Un des axes de notre stratégie consiste à inciter les grévistes à faire cette ouverture, en dépassant leur isolement, ainsi que les corporatismes. La grève de Hormel a été exemplaire,

« La grève de Hormel a été exemplaire, car elle a montré que même la lutte d'une petite fraction de travailleurs peut constituer une résistance efficace. »

car elle a montré que même la lutte d'une petite fraction de travailleurs peut constituer une résistance efficace. Pour cela, quelques conditions doivent être créées. Il doit y avoir, tout d'abord, une forte solidarité et aussi une idée claire des buts qu'on veut atteindre. Mais on doit aussi construire un soutien à l'extérieur. Mon organisation a aidé à bâtir ce réseau de soutien et a clarifié ces buts. Ces ouvriers, coincés dans une petite ville du Middle West, sont devenus les acteurs d'un événement dont les répercussions ont dépassé les frontières des Etats-Unis.

Aujourd'hui où en est-on ? Tout a basculé à partir du moment où le système judiciaire est venu au secours de la direction nationale du syndicat. Celle-ci a ainsi repris le contrôle des moyens matériels du local syndical dissident, y compris le courrier et les fonds de soutien (nous savons qu'elle a fait main basse sur des milliers de dollars). Depuis, un certain nombre d'ex-grévistes ont trouvé du travail ailleurs ; d'autres ont été repris dans l'usine sans les avantages qu'ils avaient auparavant ; d'autres, enfin, se trouvent au chômage (3). Bref : le bilan de cette grève reste un sujet brûlant dans le milieu syndical. Moi-même, je ne rate jamais l'occasion de rappeler l'attitude anti-grève de la direction des syndicats. Inversement, beaucoup de personnes bien placées dans la hiérarchie syndicale veulent la peau de mon organisation (4). Hormel reste un symbole de la résistance ouvrière. Cette lutte a transformé beaucoup de ces ouvriers. Toute leur vie, ils avaient fait ce travail. Jamais, ils n'avaient pensé pouvoir tenir tête aux patrons, s'exprimer dans un meeting, devant un micro ou une caméra. Beaucoup d'entre eux sont maintenant actifs ailleurs, dans le travail et dans les communautés. Ils sont plus forts, car ils sont conscients de leur expérience. Il y avait là des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux. Ils se sont soutenus mutuellement. Même les gosses se sont mis en grève à l'école, et ont participé à la popularisation de la lutte. Des comités de base se sont constitués pour s'occuper du soutien financier, du courrier et des contacts. Des centaines de grévistes ont formé une caravane, qui se déplaçait à travers le Middle West, en faisant de la propagande. A chaque arrêt, il fallait trouver où dormir et où manger, confondre les flics locaux et le FBI (qui nous suivait partout). L'objectif était de faire de l'agitation partout où il y avait des usines de Hormel. On installait des tentes et, tôt le matin, nous étions aux portes de l'usine, distribuant nos tracts. On se divisait ensuite en petits groupes, et on allait faire du porte-à-porte dans les quartiers ouvriers, discutant avec les gens.

L'après-midi, on allait manifester dans le centre-ville, devant les bureaux de la compagnie et devant les banques. Le soir, enfin, on organisait un meeting et on invitait les gens à venir discuter avec nous. Le jour suivant, nous étions de nouveau sur la route ; deux cents kilomètres et on recommençait tout ! Partout, nous avions créé des amitiés, établi des contacts, suscité des actions de solidarité et provoqué une couverture médiatique. Ce fut une expérience très forte. Cet esprit devrait être celui du mouvement ouvrier. Mais, bien sûr, ce type de mouvement ouvrier est justement celui qui ne convient pas à la hiérarchie syndicale ! Ma stratégie consiste tout simplement à montrer aux gens qu'on peut faire face à la vieille tactique des capitalistes : diviser pour régner.

« ... L'idée même de syndicalisme [...] est moribonde, dans la mesure où l'idée d'action collective et solidaire tend à disparaître de la culture ouvrière. »

Charles Reeve/Sylvie Deneuve : *Comment analysez-vous le rapport de force entre la base ouvrière et la hiérarchie syndicale aux Etats-Unis ?*

Ray Rogers : La majorité des dirigeants voient la base comme une vache à lait : des gens qui payent les cotisations et qui les font vivre grassement. Cette base n'est pas informée de ce qui se passe. Elle est trompée, divisée par ses propres chefs. Prenez le cas des briseurs de grève, les « jaunes ». La plupart des briseurs de grèves appartiennent, en général, au même syndicat des travailleurs en grève ! Le syndicat ne signe pas une seule convention collective. Il négocie, à des moments différents, par usine, par « local » syndical. Alors, dès qu'il y a grève dans une usine ou un secteur d'une usine, la direction syndicale ne fait rien (ou elle s'y oppose même) pour que la solidarité se développe. Ce fut d'ailleurs le cas lors de la grève de Hormel, et ça arrive tout le temps ! Parfois, cela se produit au sein d'une même entreprise, avec un secteur en grève alors que partout ailleurs, on continue à travailler en accord avec le syndicat. C'est pourquoi, dans ce pays, les syndicalistes sont aussi les plus forts briseurs de grève ! Un signe de l'esprit borné qui domine dans le mouvement syndical. Chez la presque totalité des travailleurs, cela se traduit par un manque de solidarité, une absence d'identité fondée sur les mêmes intérêts. C'est l'idée même de syndicalisme qui est moribonde. Cela dans la mesure où l'idée d'action collective et solidaire tend à disparaître de la culture ouvrière. Le vieux slogan : « *Unis, nous vaincrons ; divisés, nous serons battus !* » est presque oublié. Cela étant, il arrive que des dirigeants syndicaux, surtout au niveau local, se comportent différemment, exprimant les aspirations de la base. A Boston, par exemple, un dirigeant du syndicat des employés des restaurants et hôtels a récemment exigé que les négociations avec le patronat aient lieu devant une assemblée de milliers de travailleurs. De même, dans les mines, il survit un réel esprit de solidarité. Les locaux du syndicat des mineurs ont ouvertement soutenu les grévistes de Hormel. C'est un milieu syndical qui reste attaché à l'idée de la démocratie de base. Bref, il est plutôt rare de trouver un chef syndical qui considère que la force d'une organisation repose sur une base éduquée par sa propre activité.

(1) Le taux de syndicalisation est en baisse constante. Il était de 15% en 1991.
(2) Voir le texte de Peter Rachleff, traduit et publié par *Echanges* n° 69, BP 241, 75860 Paris cedex 18.
(3) 800 ouvriers ont été licenciés à Austin et 500 autres dans une usine de l'Iowa (où il y avait eu un mouvement de solidarité).
(4) Des secteurs de la hiérarchie syndicale se montrent - depuis Hormel - intéressés par le « savoir-faire » de Rogers. En 1987, la direction nationale du syndicat des ouvriers papetiers l'a engagé pour « donner un nouveau souffle » à une grève dans quatre usines de la multinationale International Paper. Rogers incita les grévistes à élargir le mouvement à d'autres usines du groupe et à porter l'agitation devant les banques liées à la compagnie. Quelques semaines après, celle-ci accepta de négocier avec le syndicat.

(à suivre)

QUÉBEC

Les autochtones continuent leur lutte de libération (II)

Les négociations s'amorcent le 17 août en présence d'observateurs de la Fédération internationale des droits humains (FIDH). Ces négociations, les représentants gouvernementaux cherchent à les limiter à la question du démantèlement des barricades et au rétablissement de l'ordre, tandis que les Mohawks exigent une négociation sur leurs revendications territoriales et même sur leur droit à la souveraineté. Au point de départ, ils veulent que la municipalité d'Oka renonce à l'agrandissement du terrain de golf ainsi qu'au projet de construction domiciliaire. Il ne s'agit vraiment que d'un point de départ puisque les Mohawks visent à enclencher un processus de négociations à long terme pour régler les problèmes suivants : juridictions, territoires, propriété, contrôle et développement économique, frontières, ainsi que des ententes de réciprocité.

Rapidement, la négociation est bloquée parce que les représentants gouvernementaux exigent le démantèlement des barricades et le dépôt des armes avant d'amorcer toute discussion sur les questions qui intéressent les Mohawks. Malgré tout, les guerriers, qui ont le leadership des opérations durant toute la crise, imposeront aux gouvernements d'aborder des questions plus globales que l'agrandissement du terrain de golf. Ils mettront en lumière, sur la place publique, leurs droits territoriaux sur une grande partie du sud-ouest de la province d'Ontario et sur un vaste territoire situé au sud des deux premiers, aux Etats-Unis. Ils rappelleront que les Mohawks ne se sont jamais rendus à la suite de l'invasion de leurs territoires par les Européens.

Pendant que ces discussions se déroulent, l'armée canadienne remplace la SQ et prend position à Kahnawake et à Kanehsatake. Les militaires encerclent les Mohawks et resserrent progressivement leur étau pour empêcher toute communication entre les Mohawks et l'extérieur. A partir du 20 août, de nombreuses violations de l'entente du 12 août sont rapportées. Cette entente prévoyait le libre accès « *des vivres, vêtements, fournitures médicales, soins de santé, carburant et autres choses essentielles à la vie* » ainsi que la libre circulation des « *leaders spirituels, mères de clan, chefs, conseillers et avocats désignés par la nation Mohawk.* » Les observateurs de la FIDH ont été à même de constater les faits et en ont fait état dans le rapport qu'ils ont rédigé à la suite de leur mission d'observation.

Le 27 août, le Premier ministre du Québec, Robert Bourassa, met fin aux négociations et demande à l'armée de démanteler les fameuses barricades. Ce sera chose faite le 5 septembre à Kahnawake, où les Mohawks ont décidé de participer à la démolition des barricades. A Kanehsakate, il faudra attendre le 26 septembre 1990 avant que les derniers Mohawks, retranchés dans un centre de désintoxication, ne se rendent. Jusqu'au bout, ils auront contesté le droit du Québec et du Canada de leur imposer leurs lois. Plusieurs arrestations ont suivi, des accusations ont été portées contre une quarantaine de personnes et les procès sont évidemment encore loin d'être terminés.

La maladresse de la force policière du Québec et la mauvaise foi de l'Etat canadien et de l'Etat québecois sont responsables de cette crise. Le fond du problème, contrairement à ce que les autorités canadiennes et québecoises ont voulu faire croire, n'était pas essentiellement d'assurer l'ordre et la sécurité publique. En réalité, il s'agissait plutôt d'un autre épisode de la lutte de libération des peuples autochtones d'Amérique du nord ; la « crise d'Oka » fut donc une crise politique majeure qui n'a pas été réglée avec l'intervention de l'armée canadienne, ni avec le démantèlement des barricades ni avec la repression qui s'est abattue sur la nation mohawk.

Des groupes de solidarité avec les autochtones ont vu le jour

La crise d'Oka a, bien sûr, secoué le pouvoir politique et l'ensemble des forces sociales au Québec. C'est dans la foulée des événements de l'été 1990 que des groupes de solidarité avec les premières nations sont apparus (1), qu'une coalition d'organisations populaires, communautaires et syndicales a demandé au gouvernement québecois d'engager de véritables négociations avec les autochtones pour fixer conjointement un cadre politique à leurs relations futures. Un comité d'appui, composé de non-autochtones, a proposé de reconnaître aux premières nations le droit à l'auto-détermination.

Ces quelques interventions n'ont, bien sûr, nullement ébranlé les gouvernements. Comme nous l'avons mentionné plus haut, le pouvoir s'en tient toujours à des généralités.

Malgré tout, un réseau de contacts entre les autochtones et les Québecois se constitue progressivement. L'Assemblée des premières nations, principal regroupement autochtone, ainsi que des représentants de divers peuples amérindiens, sans oublier des militantes et militants de plusieurs milieux québecois tentent d'établir des rencontres régulières en vue d'améliorer les relations entre les deux collectivités. Ce ne sera pas tâche facile, mais 1992, année de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique (et non pas de la découverte des Amériques) pourrait être une occasion privilégiée de rencontre ; plusieurs activités sont d'ailleurs envisagées dans cette perspective.

Serge Roy
(membre du Comité d'appui aux premières nations du Québec)

(1) Notamment à Québec et à Montréal : le Comité d'appui aux premières nations, 64, rue Maisonneuve, app.7, Québec, Qué. (Canada), G1R 2C3, ainsi que le Regroupement de solidarité avec les autochtones, 1601, DeLorimier, Montréal, Qué. (Canada), H2K 4M5.

(Fin de la seconde partie)

A VOS BASKETS !

Course à pied Paris-Alberville-Genève

La course pour la redécouverte des peuples des Amériques d'hier et d'aujourd'hui

Cette course à pied, du 5 au 17 février, est coorganisée par l'association « Les coureurs du monde » et le Collectif Guatemala. Elle est soutenue par la FA. Elle s'inscrit dans le cadre des campagnes européenne et mondiale « 500 ans de résistance, indienne, noire et populaire ». Six coureurs indiens et français se relaieront tous les dix kilomètres avec un *staff* (bâton sacré servant de relais) et un parchemin contenant :

- l'appel pour une redécouverte des peuples des Amériques d'hier et d'aujourd'hui ;
- une requête auprès des membres de la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour la nomination d'un rapporteur spécial au Guatémala ;
- le vœu d'attribution du prix Nobel de la paix 1992 à Rigoberta Menchú ;
- la demande de libération de Leonard Peltier, dirigeant de l'American Indian Movement, emprisonné depuis seize ans aux Etats-Unis.

Ce parchemin sera remis à chaque maire de chaque ville du parcours.

DEPART, mercredi 5 février à 10 h : parvis des Droits-de-l'Homme au Trocadéro, à Paris.

ALBERTVILLE, le 14 février : remise du parchemin aux deux co-présidents des JO d'hiver, MM. Barnier et Killy.

GENÈVE, le 17 février : au Président de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Première étape : mercredi 5 février
- départ de Paris, parvis du Trocadéro (place des Droits-de-l'Homme) à 10 h ;
- arrivée à Melun devant la mairie à 18 h.

Seconde étape : jeudi 6 février
- départ de la mairie de Melun à 9 h ;
- arrivée à Migennes (Auxerre) à 17 h.

Troisième étape : vendredi 7 février
- départ de Migennes à 10 h ;
- arrivée à Clamecy à 16 h.

Quatrième étape : samedi 8 février
- départ de Clamecy à 10 h ;
- arrivée à Nevers à 17 h.

Cinquième étape : dimanche 9 février
- départ de Nevers à 10 h ;
- arrivée à Dompierre-sur-Bresbe à 16 h.

Sixième étape : lundi 10 février
- départ de Dompierre-sur-Bresbe à 9 h ;
- arrivée à Roanne à 18 h.

Septième étape : mardi 11 février
- départ de Roanne à 9 h ;
- arrivée à Lyon à 17 h.

Huitième étape : mercredi 12 février
- départ de Lyon à 9 h ;
- arrivée à Voiron à 17 h.

Neuvième étape : jeudi 13 février
- départ de Voiron à 9 h ;
- arrivée à Chambéry à 17 h.

Dixième étape : vendredi 14 février
- départ de Chambéry à 9 h ;
- arrivée à Albertville à 17 h.

Onzième étape : samedi 15 février
- départ d'Albertville à 13 h 30 ;
- arrivée à Annecy/Cran-Gevrier à 17 h 30.

Dimanche 16 février : repos à Annecy

Douzième étape : lundi 17 février
- départ de Cran-Gevrier à 10 h ;
- arrivée à Genève au palais des Nations-Unies à 15 h.

ALLEMAGNE

Bonn a subventionné le programme nucléaire irakien

D'après des nouvelles révélations, l'entreprise ouest-allemande H&H Metallform a joué un rôle important pour les efforts du régime irakien à développer et construire son arsenal nucléaire.

Ainsi, entre 1987 et 1989, H&H Metallform a livré à l'Irak le matériel nécessaire pour la construction des machines centrifuges qui servent à enrichir l'uranium afin de pouvoir l'utiliser dans la fabrication des bombes atomiques. En plus, l'entreprise a aidé l'Irak à nouer des contacts avec d'autres entreprises et avec des spécialistes de la matière.

Sans hésiter, le gouvernement allemand avait signé l'autorisation d'exportation. Est-ce un hasard si l'entreprise, installée dans la conscription électorale de l'actuel ministre de l'Economie, Jürgen Möllemann, avait aussi bénéficié d'une subvention de 5 millions de marks afin de faire avancer la technologie des machines centrifuges ?

Comme toujours, les politiciens prétendent n'avoir eu aucune idée de l'utilité militaire des machines exportées. Evidemment !

D'après « Die Tageszeitung » du 23/1/1992.

La justice contre les Kurdes

Suite à une décision de la Haute cour de justice de Lüneburg, des centaines de demandeurs d'asile kurdes sont menacés d'expulsion. D'après les juges, « *les mesures de l'armée turque contre les habitants Kurdes au sud-est de la Turquie ne visent pas les Kurdes en tant que groupe ethnique. Il ne s'agit que de réactions limitées à des attentats terroristes.* »

Quelques semaines auparavant, l'Allemagne avait offert comme cadeau à la Turquie des armes d'une valeur d'au moins un milliard de marks en provenance des stocks de l'ex-armée est-allemande. Un cadeau entre amis, puisque l'Allemagne et la Turquie sont membres de l'OTAN... Alors, les réfugiés peuvent retourner chez eux !

1989 : Imhausen-Chemie, usine d'armes chimiques œuvrant pour la Libye. © Christophe Simon/AFP.

De notre correspondant en Allemagne
Relations internationales FA

LE PEN À CAEN...

Meeting interdit ?

Mardi 21 janvier, le Front national organisait un meeting à Caen. Pour s'opposer à la venue de Le Pen, les partis et organisations de l'agglomération avaient pris diverses initiatives.

La droite, avec à sa tête le maire de Caen - qui n'avait pas voulu interdire le meeting - devait déposer une gerbe à la synagogue. Le Parti socialiste, pour sa part, de manière à damer le pion au maire de Caen, haussait le ton en déposant une autre gerbe devant le monument aux morts.

Tout de même, à côté de ce festival de couronnes mortuaires, une majorité d'organisations appelait à un rassemblement.

Ce sont près de 2 000 manifestants qui se sont dirigés vers le lieu du meeting du FN. Il faut dire que le cortège, qui était constitué d'un nombre très important de jeunes, s'est organisé de manière relativement autonome.

En effet, même si les militants signataires de l'appel étaient présents, ce n'est qu'à la suite de tergiversations, négociations et débordements de la foule, que le lieu du meeting fut atteint.

Inévitablement, des affrontements, sporadiques mais violents, eurent lieu avec les nervis du FN, casqués et armés de bâtons et bombes lacrymogènes. Les flics, peu nombreux, étaient là, naturellement, jouant les « médiateurs » à coups de grenades lacrymogènes : un coup par ci (c'est-à-dire nous), un coup par là, plus rarement (c'est-à-dire le FN). Tout cela se passant de manière grand-guignolesque, comme si, au fond, la présence à leurs côtés d'une milice armée était dans l'ordre des choses.

Toujours est-il qu'après plus d'une heure de cet « ordre des choses », le préfet, qui avait réuni une cellule de crise, crut bon de faire savoir qu'il interdisait la tenue du meeting de Le Pen.

Une victoire comme celle-ci, ça s'arrose ! Depuis belle lurette, il n'y a plus qu'au cinéma qu'elles se produisent.

Mais ce qui devait arriver arriva. La manif se dispersa et, au matin, la presse nous apprit que Le Pen, qui était parvenu, on ne sait trop comment, à faire entrer un millier de personnes, avait tout bêtement transformé son meeting en une « conférence de presse ». Ben voyons !

Avouons-le ! Les confettis balayés, ça fait un peu lendemain de fête. Il paraît évident que le pouvoir, en gros malin, a rusé en vue de calmer les esprits.

Mais, quoi qu'il en soit, même si aujourd'hui on cherche à minimiser la portée de l'événement (la presse parle de « *soirée mouvementée* ») il reste qu'une nouvelle donne s'est fait jour.

Principalement les jeunes - issus des quartiers, des lycées, de la fac. Ceux qu'on ne voyait plus dans aucune manifestation - qu'il s'agisse des manifs organisées contre la guerre du Golfe, ou de celles, plus récentes, liées à l'emploi - se sont mobilisés massivement.

A Caen, l'expression de cette force est d'autant plus importante que la destruction du tissu économique et social constitue un terreau rêvé pour l'extrême droite, qui ne se prive d'ailleurs pas de s'activer depuis plusieurs années (révisionisme...).

A ce propos, il faut absolument empêcher que ne se produise une séparation des luttes en cantonnant l'antifascisme dans une sphère séparée et symbolique.

Enfin, nous sommes nous fait réellement avoir le soir du 21 janvier ?

Cela n'est pas certain car, même s'il a voulu jouer au plus fin, le pouvoir a tout de même été contraint de prononcer l'interdiction du meeting du FN.

En raison de cela, toutes celles et ceux qui étaient dans la rue ont compris et fortement ressenti qu'ils avaient la possibilité d'intervenir, d'agir ensemble dans le domaine politique. Et cela, bien sûr, n'est pas rien !

J.-P.
(liaison de Caen)

BILLET D'HUMEUR

Vivent les banquiers de gauche !

Les élus du peuple souverain viennent donc de désigner leur dompteur, celui qui, dans leur hémi-cirque zoologique, est chargé de faire régner un minimum d'ordre sur l'ensemble des rapaces qui perchent (à nos frais) à l'Assemblée nationale. Rude bataille qui a vu ces volatiles carnivores se dévorer à belles dents durant une semaine. Excités, ou carrément endormis par les whiskies du bar mis à leur disposition par les braves électeurs, ils se sont livrés à un combat de coqs d'où Henri Emmanuelli est sorti vainqueur !

Huguette Bouchardeau, que j'ai vue, à l'époque du PSU, piailler sur des marchés de banlieue, voire devant des halles de sous-préfecture, n'a pas réussi à convaincre. C'est triste. D'ailleurs je pleure.

Jacques Chaban-Delmas, dont le nom m'éclabousse les oreilles depuis la Libération, n'a malheureusement pu hisser sa prostate au niveau du fameux perchoir. Du point de vue esthétique, nous éviterons ainsi de traumatiser les enfants d'imbéciles qui suivent, sur FR3, les exploits des élus du peuple. Henri Emmanuelli a gagné ! Gloire à Henri Emmanuelli, le dindon perché, dont la presse fait l'éloge en ces termes, pourtant étranges : « C'est un banquier de gauche ».

Car la gauche new look ne compte pas seulement, pour aider les pauvres, sur Bernard Kouchner et son amie, à trente bâtons mensuels, sur Brice Lalonde et son régime écolo-bio revu par Fauchon, ni même sur l'auréole naissante de l'abbé Pierre, ni encore sur les talbins un peu douteux du grand humaniste Bernard Tapie, la gauche compte sur les banquiers de gauche. Elle a parfois mal compté, question banques, et les décomptes entraînent, semble-t-il, les mécomptes. Mais, surtout, n'ironisons pas bassement !

Qu'est-ce qu'un banquier de gauche ? Un banquier qui est pour le peuple de gauche. Il prête aux pauvres, à des taux dérisoires. Il taxe les riches dans des proportions incroyables. Ses clients ? Des chômeurs, des RMIstes, des smicards, des clodos. Voilà de qui se préoccupe, en principe, la gauche. Et ses banquiers.

Ah, qu'elle est belle, la gauche, avec son perchoir et son banquier de gauche ! Et surtout, qu'elle est différente de la droite, avec ses banquiers de droite ! Quand on regarde le fameux hémi-cirque cité plus haut, on la reconnaît tout de suite, la gauche. Et la droite qui est à côté, comme on a envie de lui cracher sur la gueule !

Heureusement, on se retient. On est civilisés !

Et comme on a raison. Car la gauche, dans son « hémi...cirque », si on la regarde tout à coup de l'arrière plutôt que de face, voilà qu'elle est à droite !

Et du coup, on la confond avec la vraie droite... Oh là là !

Guimou de la Tronche

BORDEAUX

La rue est au populo, pas aux populistes ni aux socialistes !

Le vendredi 31 janvier, Le Pen a tenu meeting dans les quartiers d'affaires, à Bordeaux-Lac. A cette occasion, le Collectif unitaire antifasciste a appelé à la mobilisation.

Comme le 25 janvier à Paris, nous avions comme cibles deux ennemis héréditaires : le FN (« *"F" comme fascistes, "N" comme nazis !* ») avec ses idées antisociales et d'exclusions et le PS (« *"P" comme pourris, "S" comme salauds !* ») avec sa politique d'expulsions et de gestion de la misère sociale.

Comme à Paris, celui ci s'arrogea le droit de récupérer l'initiative de la mobilisation anti-FN, par médias locaux (*Sud-Ouest*) interposés, mal lui en prit car il devint notre premier ennemi.

Ces tentatives de manipulations nous avaient mis en colère et c'est aux cris de « *Le Pen facho, socialistes collabos !* », « *Le Pen aboie, la gauche expulse !* » que nous sommes partis en manifestation.

Si ces slogans ne furent pas ceux de toute la manifestation, environ 4 000 personnes, ils furent ceux du cortège libertaire comptant jusqu'à 400 participants, comprenant outre la Fédération anarchiste, la CNT, et l'OCL, ainsi que le mouvement du Ras-le-bol, le SCALP et le Parti des Gens du bar. Ils furent aussi repris par le comité de soutien aux grévistes, déboutés du droit d'asile, qui nous précédait.

Le Parti communiste, toujours dans ses pratiques légalistes, s'époumonait à réclamer l'application de « sa » loi, la loi Gayssot, pour interdire le FN, ce qui lui éviterait de se battre pour changer les conditions sociales, terreau favorable au fascisme.

Le PS, lui, n'a pas montré le bout de son nez et c'est ainsi que nous l'entendions. Est-ce le signe de son incapacité à bouger ses derniers militants ?

Le syndicat collabo CFDT (« Comment se Foutre Des Travailleurs »), bien connu pour sa participation à la déstructuration des entreprises publiques et à l'application de la gestion libérale à ce secteur, en appelait quant à lui, à la défense de la démocratie, ce mot synonyme d'exclusion, qui, s'il a pu être une conquête il y a deux siècles, n'est plus aujourd'hui qu'une baudruche au service du capital.

« *C'est à la misère qu'il faut s'attaquer, pas aux immigrés !* », ce slogan, cher au journal *Réflexes*, fut celui de la banderole anarchiste et de notre tract. Nous l'avons distribué avec les tracts des groupes FA La Varlope et Flores-Magón de Paris (ainsi, le fédéralisme ne connaît plus de limite !).

Pour l'égalité

Nous nous battons contre l'inégalité sociale : rappelons qu'à Bordeaux, depuis quatre mois, six sans-abri sont morts soit dans la rue, soit dans les commissariats, alors qu'en même temps la spéculation immobilière bat son plein (immeuble des Girondins de Bordeaux, gares de Bordeaux, rénovation du Grand théâtre, construction d'une Cité mondiale des vins, ...). L'arrogance des vieilles badernes politicardes est là aussi sans limites (Chaban-Mitterrand, même combat !).

Nous nous battons contre l'inégalité à l'échelle du monde qui contraint des populations à vivre de nouvelles exclusions dans les pays d'« écueil ». Nous dénonçons l'organisation autoritaire de la société qui fait les gens serviles et indifférents aux problèmes non immédiats.

Lutter contre le Front national, c'est lutter contre le pouvoir qui a repris à son compte ses idées, c'est lutter contre les discours électoralistes des partis politiques acceptant le racisme et crédibilisant le FN, c'est lutter contre les comportements de repli sur l'individu et contre la démission des citoyens face au politique.

Se battre contre tout cela, c'est foutre un grand coup de pied dans le fumier où croît (croa) l'idée des exclusions, ou croît (croa) la haine d'un bouc émissaire circonstanciel (ne doutons pas qu'il en trouvera toujours de nouveaux pour entretenir la haine, qui est son moteur).

Face aux discours sécuritaires, xénophobes, réactionnaires, moralisateurs de Le Pen et des autres, nous affirmons une pratique solidaire tant au niveau local qu'à l'échelle du globe.

Car la pente des renoncements des années 80 est dure à remonter. Pour la presse locale (*Sud-Ouest*) cette journée se résumera par 3 000 personnes au meeting de Le Pen en première page contre 2 000 personnes à la manifestation en page locale. Fallait-il s'attaquer physiquement au Front national pour mériter le droit d'expression ? Le jeu médiatique est pervers et nous n'étions que les libertaires à vouloir continuer la manifestation jusqu'au local du FN.

Ni optimisme ni pessimisme, le combat continue !

Phil
(Groupe Emma-Goldman de Bordeaux)

Associations

RÉFLEX & PARLOIR LIBRE :
CRÉER DES ESPACES DE RÉFLEXION ET DE DÉBATS

C'est autour de deux thèmes : « Crise des banlieues : crise de la société duale » et « Y a-t-il un néo-racisme ? » que les deux collectifs Réflex et l'équipe de Parloir Libre ont décidé d'organiser des forums-débats le **samedi 15 et dimanche 16 février** à partir de **14 h, au 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.**

Depuis de nombreuses années, alors que la société évolue et se modifie en permanence, les espaces de réflexion disparaissent. Les pratiques sociales s'appauvrissent, et les luttes se cantonnent à leurs particularismes. Conscients que seule une nouvelle approche de concept théorique nous permettra d'ouvrir le champ à des pratiques et des stratégies porteuses d'avenir, nous souhaitons que ces deux forums-débats interpellent le plus grand nombre de militants et de collectifs pour qu'ils viennent échanger expérience et réflexion.

COORDINATION DES LYCÉENS ET ETUDIANTS ANARCHISTES

Le groupe CLEA de Brest lance un appel à toutes les personnes intéressées pour remonter une structure nationale CLEA. Ecrivez-nous à **CLEA c/o CEL, BP 728 - Brest Pilier Rouge, 29277 Brest cedex.**

Nouvelles du front

VENTES D'ARMES : CIRCULEZ, Y A RIEN A VOIR !

Au député centriste Raymond Alphandéry, qui avait déposé un amendement demandant qu'un rapport précise les conditions d'attribution de la COFACE sur les ventes d'armement, le ministre du Budget, M. Charasse a répondu « *Il n'est pas question qu'un rapport public fasse le point sur cette question.* ». Rappelons que la COFACE garantit aux exportateurs français le paiement de leurs factures en cas de défaillance de leurs clients. Le Parlement ne sait rien quant à l'attribution de la garantie de la COFACE. La réponse de Charasse est claire : les parlementaires ne savent rien et ils ne sauront rien ! C'est vrai quoi, si on ne peut même plus vendre de Mirages F1 à l'Irak sans que le Parlement s'en mêle, où allons-nous ? **(*Non-violence Actualité* n°154, janvier 1992)**

MAISON DE VIGILANCE

Une soirée est organisée sur le thème : « Comment reconvertir l'industrie d'armement ? » avec Jacques Muller, professeur d'économie et membre du Mouvement pour une alternative non-violente (MAN) et Aline Archimbaud, élue du groupe Vert au Parlement européen et représentant le Réseau d'économie alternative et solidaire. Cette soirée est organisée le vendredi 14 février à 20 h 30, salle Moulié, place Charles-de-Gaulle, rue de Paris à Taverny (95). **Maison de Vigilance, 134, route de Bethemont, 95150 Taverny. Tél. : (1) 39.95.68.28.**

Ciné sélection

« Ces malades qui nous gouvernent »

L'entretien avec Claude Vadja a été réalisé par « Ciné sélection », il y a peu de temps. Son film, *Ces malades qui nous gouvernent*, est passé à Créteil la semaine dernière et, pour tous ceux qui n'ont pu encore voir ce document, nous avons interrogé le réalisateur dans l'attente d'une autre diffusion.

Le Monde libertaire : *Actuellement, tu travailles pour Antenne 2, jeux d'Albertville obligent, mais la télévision n'est pas ta seule occupation.*

Claude Vajda : En effet, longtemps j'ai été catalogué monteur professionnel ; aujourd'hui, je suis un réalisateur, qui connaît le montage, la mise en scène théâtrale, mais aussi la création de fictions diverses.

Avant le film qui nous intéresse, j'ai été le chef-monteur de Marcel Ophüls pour *Le Chagrin et la pitié* (1971).

ML : Ces Malades qui nous gouvernent *date de 1980. Quels ont été les points de départ de cette aventure ?*

Claude Vajda : A l'origine, un livre de Pierre Accoce et Pierre Rentschwick du même titre et ma rencontre avec Eric Duvivier, sans qui le film n'aurait pas vu le jour. A l'aide de sa maison de production de films médicaux, il m'a permis d'asseoir mes ambitions de réalisateur car, à la télévision comme ailleurs, une fois catalogué monteur, il est difficile de casser cette image de marque.

ML : *Mettre en image ce livre, au sujet brûlant et tabou, dont le tome 2 est paru récemment, ne dut pas être une chose simple. Combien de temps, et comment faire un tel documentaire ?*

Claude Vajda : Trois années de travail ont été nécessaires. Le film dure trois heures trente, mais aujourd'hui je trouve cette forme trop sèche ; je verrais bien la suite en plusieurs épisodes d'une heure environ. A partir du livre, il a fallu sélectionner nos héros. Sur les vingt-deux du départ, nous en avons gardé treize, excellent chiffre, pour des raisons d'universalité historique évidente. L'exemple type est Salazar. Ce triste dictateur est resté dans les oubliettes de l'histoire au profit de son frère et voisin en dictature : Franco. Des treize cas pathologiques, seuls douze subsistent à l'écran - le sujet sur Pie XII est resté dans nos boîtes. Nous avons été bernés par le Vatican...

ML : *Comme beaucoup le sont ! Donc environ un bon quart d'heure par chevet. Quels étaient-ils ?*

Claude Vajda : Des tombeaux, plutôt. Le film ne parle, pour des raisons évidentes, que de personnages morts. Nous avons jeté cet effrayant pavé dans la mare à l'aide de documents d'époque, d'actualités filmées et de témoins vivants (famille, amis, proches collaborateurs politiques...), mais aussi, comme caution médicale irréfutable, des meilleurs spécialistes médicaux.

Tous les cas traités n'étaient atteints que de vraies maladies, en plus bien sûr de celle du pouvoir. Ils font partie de l'histoire contemporaine ; quatre étaient à Munich en 1938 : Hitler et sa maladie de Parkinson, Chamberlain et son cancer du colon, Mussolini et Gamelin pour leur mal français, souvenir de leurs campagnes coloniales ; trois autres se partagèrent le monde en 1945 à Yalta : Staline, Roosevelt et Churchill et leur hypertension artérielle ; viennent ensuite Anthony Eden, ex-premier ministre anglais démissionnaire en 1956 après l'affaire de Suez, pour son énorme calcul biliaire ; Franco, le caudillo parkinsonnien ; John-Fitzgerald Kennedy et sa maladie d'Addison ; Eisenhower pour ses infarctus à répétition ; et plus près de nous, Pompidou, président de la République, mort aux commandes de l'Etat Français.

ML : *Trois années de travail, un panorama historique tous azimuts, un film en sept langues, d'énormes recherches de témoins encore vivants, des kilomètres de pellicule d'actualités visionnés... pour les dessous de l'histoire, n'y-a-t-il pas eu des empêchements, des interdictions ?*

Claude Vajda : Des freins politiques étaient bien sûr présents, mais, en général, j'ai eu ce que je désirais. En Espagne, nous avons remonté des chutes tremblotantes de Franco ; aux Etats-Unis, nous avons bagarré pour des béquilles de Kennedy, qu'on voulait oublier ; en France, aucun témoin, en revanche, des tracas, des enquêtes de la police économique (les vrais flics).

ML : *Les sacro-saintes habitudes françaises du secret... Quelques exemples de témoins, par exemple, sur Hitler ou sur les Anglais ?*

Claude Vajda : D'abord, un principe de réalisation : jamais le réalisateur ne parle à l'écran, seuls les témoins, les médecins et les images donnent la force du film. Pour Hitler, nous avons retrouvé à la retraite un dénommé Speer, seul acquitté des procès de Nuremberg. Pour les Anglais, Rab Butler, vice-Premier-ministre. Des témoins précieux, inattaquables, sont aussi visibles dans le film.

ML : *Après une véritable réécriture sur la table de montage, les images ont été réduites à trois heures trente de film. Quel a été l'accueil du public et du monde politique ?*

Claude Vajda : Très bien accueilli pour sa première sortie à Cannes en 1980 dans la sélection « Perspectives du cinéma français », *Ces malades qui nous gouvernent* a eu un large succès public : vingt-deux mois à l'affiche, un passage sur TF1, version Bourges. Il est toujours d'actualité.

Quant aux politiciens, ils ont vu le film, mais le coup de pied dans la fourmilière a été tel que le silence fut général. Un malaise que je comprend.

En effet, dans cette aventure, je suis passé d'un réalisateur consciencieux, précis, rigoureux à un électeur lucide qui, face à ces données historiques, a peur. Peur de se laisser gouverner, à un moment donné, par des individus qui n'y sont plus aptes.

ML : *A un moment donné, seulement ? Y sont-ils aptes un jour ?*

Claude Vajda : Le problème est réel. Comment contrôler les dirigeants ? Qu'est-ce que le secret médical pour un homme public ?

De plus, je n'ai pas abordé l'autre maladie qui est celle du pouvoir.

ML : *Ni celle de ceux qui veulent nous gouverner à tout prix. Un tel film fait-il changer ou évoluer les habitudes politiques ?*

Claude Vajda : En France, maintenant, nous avons tous les six mois un bulletin de santé du Président...

Propos recueillis par Salim de « Fondu au Noir »

3615 RLIBERTAIRE

De province, comme de Paris, pour tout savoir sur l'actualité de Radio-Libertaire, du *Monde libertaire*, de la librairie du Monde Libertaire et de la Fédération anarchiste, n'hésitez pas à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE.
Pour communiquer avec « Radio-Esperanto-Parizo » (89.4 FM), consultez le MINITEL. Tapez 3615 RLIBERTAIRE (+ envoi), puis tapez MES (+ envoi), puis ENVOI. Ensuite, cherchez « Radio-Esperanto » dans l'annuaire des abonnés, grâce à SUITE et, enfin, écrivez vos coordonnées et votre message en suivant la procédure.

TLP-Dejazet : gala de soutien à Radio-Libertaire
Serge Utgé-Royo
et en 1ère partie... **Frédérique**
dimanche 23 février 16 h
41, bd du Temple (M° République), 75003 Paris. Tél. : 42.74.20.50.
Prix : 130 F (carte de soutien à RL : 90 F).

SOUSCRIPTION

Deux nouveaux ouvrages vont paraître :
- *Les écrits pédagogiques de Sébastien Faure*, réunis et présentés par J.-P. Jullien ;
- *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry (1880-1894)*, par Nathalie Brémand.
Prix de vente pour chaque ouvrage : 80 F.
Une souscription est lancée pour faciliter leur parution, elle est de 140 F pour les deux publications.
Les chèques sont à libeller à l'ordre de Claude Delattre, et à envoyer aux éditions du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

NOTES DE LECTURE

« La Psychologie de masse du fascisme »

W. Reich - éditions Payot

La dictature de l'économie libérale avance derrière ses éclaireurs et hérauts : les chants de sirènes de la démocratie avancée et de l'abondance marchande ; mais, sa troupe une fois installée, les sirènes se taisent, l'abondance promise est convertie en pénurie, peut-être en famines, le pouvoir des présidents est renforcé, et ce sont des visages monstrueux qui apparaissent dans la brume froide de son campement planétaire. Ceux-là lèvent le désarroi, la peur - et la boue.

Dans les allées de la grande braderie des sociétés de l'Est européen, soldées entre les grossistes des multinationales, les curés et les bureaucrates recyclés à l'école du spectacle, les arguments antisémites présents lors des dernières élections polonaises - comme dans la nouvelle vieille Russie lancée par l'organisation Pamiat sur le marché de la décomposition idéologique - doivent nous alerter.

On aurait tort, en effet, d'interpréter, comme le font certains commentateurs, l'antisémitisme comme une simple suvivance, un accident mineur lié à une transition délicate vers l'économie de marché et la « vraie » démocratie, celle de la tolérance et de la réconciliation sociales : comme le racisme, il est une idéologie moderne fondée sur l'invention et la mise en accusation de l'autre.

Et si l'analyse de Reich, selon laquelle la nature irrationnelle et criminelle de l'antisémitisme profite des structures psychologiques des classes moyennes et populaires confrontées aux affres de la crise économique, structures produites dans cette « fabrique » qu'est la famille autoritaire antisexuelle sanctifiée par l'Eglise (1) si cette analyse est exacte, alors on a de quoi s'inquiéter pour l'avenir : compte tenu et du caractère improbable, à court et à moyen termes, de la relève matérielle de ces sociétés, et de l'OPA lancée, via Walesa, par la secte catholique restaurée de Jean-Paul II, sur la Pologne - avant-poste de la reconquête européenne - avec ses prétentions à interdire l'accès des femmes au contrôle des mécanismes de la reproduction biologique, condition de la perpétuation de la misère affective et sexuelle, ingrédient des fascismes et des nationalismes. Et quelle tragique ironie, que ce soit dans le sillage du charisme dévoyé d'un ex-leader ouvrier loué en « Occident », que cette lie de la conscience sociale s'infiltre, pour la première fois depuis la fin du colonialisme nazi, dans le champ du politique européen...

Denis Andro

(1) W. Reich, « La psychologie de masse du fascisme » (1933), Petite bibliothèque Payot.

NOTES DE LECTURE

« Histoire de la pensée économique »

Ouvrage collectif - éditions Sirey

Pour tous ceux que la pensée économique intéresse de près ou de loin, mais surtout par son histoire, Maurice Basle, Bernard Chavance, Jean Leobal, Françoise Benhamou, Alain Geledan et Alain Lipietz, professeurs pour la plupart d'entre eux, ont fait une synthèse de l'histoire des pensées économiques en prenant comme point de repère les fondateurs de chaque famille.

Cet ouvrage a le mérite d'être accessible à tous et évite donc l'utilisation de termes trop techniques ou de calculs mathématiques fastidieux.

Il est présenté avec grande clarté par des grilles de lecture où, pour chaque grand courant de pensée, un organigramme concis nous décrit les branches et sous-branches représentatives. Puis, nous entrons dans celles-ci par la présentation d'un ou plusieurs personnages illustrant son école de pensée. A chaque fondateur, est présenté une biographie succinte avec le contexte de l'époque, les réalisations théoriques (ouvrages écrits) et pratiques (fonctions occupées) puis une synthèse des idées ou positions qui ressortent des travaux ou de la vie de l'auteur.

Et, à chaque fois, des morceaux choisis parmi les œuvres du fondateur étudié sont retranscriptes pour illustrer telle ou telle idée. Aussi, le lecteur peut se forger sa propre opinion sans tenir compte des analyses faites.

Car, bien souvent, nous nous contentons de répéter les synthèses des autres sans n'avoir jamais rien lu. De plus, ces extraits choisis nous permettent d'entrer dans les ouvrages étrangers (qui sont d'accès encore plus difficile). Bien sûr, on espère que la traduction n'est pas trop mauvaise !

C'est par une approche plurielle, relative et en même temps rétrospective que nous présentés les grands combats de l'époque, notamment celui de l'individualisme méthodologique contre l'institutionnalisme et l'école historique allemande.

Quatre grands thèmes sont retenus :

- « Le noyau central de la pensée économique libérale », avec les classiques anglais, français et la révolution néo-classique ;
- « Le conflit des méthodes en Europe centrale » ;
- « Pour une économie alternative » où, bien entendu, l'économie libertaire tient une place aux côtés de l'économie du rêve de Fourier, Cabet et Owen pour la voie révolutionnaire ;
- « Vers une hérésie fondatrice » avec les nouvelles voies de Fisher et Wicksell, la macro-économie dynamique et Keynes.

Un livre qui fait découvrir une science jeune, de manière agréable et en se basant sur l'observation et la modélisation, peut être l'outil de référence pour toutes les réflexions économiques, philosophiques et sociologiques de notre époque.

Catherine Delépine
(gr. de Dieppe)

N. B. : Prix : 78 F.

RENDEZ-VOUS

DIEPPE
Vous pouvez rencontrer le groupe FA chaque samedi à partir de 11 h au marché de Dieppe, au niveau de la place nationale, lors de la vente du *Monde libertaire*. Groupe FA c/o APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

DOUAI
Une présence FA existe sur Douai. Pour la contacter, écrivez au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, qui transmettra.

GRENOBLE
Le groupe Jules-Vallès de la FA participe à la tenue d'une permanence libertaire, dans le cadre de l'association CDESI, chaque samedi après-midi au 102, rue d'Alembert, 38000 Grenoble.

LYON
L'Union locale diffuse son émission « Idées Noires » le mercredi de 21 h à 22 h sur Radio-Canut (102.2 FM).

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes dans le « Magazine libertaire » sur Radio-Alternantes (97.5 FM) les mardis 11 et 25 février. Contact : « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

UNION RÉGIONALE PARISIENNE
Première liste des points de vente du *Monde libertaire* sur Paris et Lagny :
- groupe Ubu : gare de l'Est (10e), mercredi à 17 h ;
- groupe Louise-Michel, marchés du Poteau et Lepic (18e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- groupe de la Villette : marché de Joinville (19e), dimanche de 11 h à 12 h ;
- groupe Pierre-Besnard : marché de la place des Fêtes (19e), dimanche de 10 h 30 à 12 h ;
- groupe Eugène-Varlin : marché de Lagny, dimanche de 10 h 30 à 12 h 30.

PARUTIONS

PRESSE
Le n° 6 de *l'Encre Noire* est paru. C'est une revue publiée par le groupe Jean-Roger-Caussimon, les liaisons de Saint-Dizier, de Moselle-Sud et des sympathisants.
Ce numéro est disponible à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) et auprès des militants du groupe Jean-Roger-Caussimon, ceci tous les dimanches matins au marché de Vandœuvre. Prix : 10 F.

BROCHURE
Le numéro double, 38-39, de la revue *Volonté anarchiste*, intitulé « Dieu et l'Etat », de Bakounine (80 pages) est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 40 F (+ frais de port de 7,50 F).
Cette brochure est, par ailleurs, disponible auprès du groupe éditeur (gr. Fresnes-Antony de la FA, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony), qui accorde 33% de remise à partir de l'achat de 5 exemplaires. Abonnement pour 8 numéros : 190 F (chèque à l'ordre de ASH)

PRESSE
Le n° 2 de la revue *Noir* (organe de L'Union régionale Méditerranée) est disponible au prix de 10 F (port compris) et 50 F l'abonnement pour 6 numéros aux adresses suivantes :
- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) : cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon ;
- ADCL : 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

CALENDRIER 1992 « ITINÉRAIRE »
La revue *Itinéraire* a édité un calendrier pour l'année 1992 en quadrichromie : quatre pages ornées d'illustrations sur R. Flores-Magón, E. Goldman, P.-J. Proudhon. En vente à la librairie du Monde Libertaire ou à commander à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. Prix de vente : 10 F (frais de port non inclus).

UN ESCLAVAGE INSTITUTIONNALISÉ

Violences sexuelles... Que faire ?

SUR ces douze dernières années, le nombre de plaintes déposées pour agressions sexuelles a augmenté de 150%. Certes, les victimes hésitent peut-être moins à s'adresser à la justice. Mais les violences sexuelles n'en diminuent pas pour autant et leurs conséquences restent traumatisantes, psychologiquement comme physiologiquement...

Pourtant, des études démontrent que toutes les sociétés ne connaissent pas le même phénomène. Ce n'est donc pas, comme on voudrait nous le faire croire, uniquement dans le domaine de la psychologie que l'on peut trouver des explications à de tels comportements.

L'idée est vieille comme le monde : la femme est inférieure à l'homme. Ben voyons ! Idée subjective de mâles-guerriers...

Parallèlement, l'image de la femme a toujours été celle de la mère (de la Vierge Marie à la fête des mères...).

Mais, si ces schémas traditionnels (infériorité, maternité) persistent encore de nos jours, les luttes féministes ont bouleversé les données. Il n'en reste pas moins que les années 70, avec la levée des tabous moraux et sexuels, ont vu l'apparition dans les médias d'une troisième image de la femme : celle de la femme-objet sexuel.

Par quels moyens se propagent ces trois schémas ?

Patriarcat, mode d'emploi

Dans le cadre familial, dès les premières années de leur vie, les petits garçons sont virilisés (jouets guerriers) et les petites filles conditionnées pour leur futur rôle de mère (poupées) et de femmes fragiles.

Par la suite, le système éducatif conforte ces schémas. Mais ce sont les médias qui introduisent la dimension sexuelle : les hommes sont conditionnés à un certain degré d'agressivité (héros), associé à la notion de virilité.

De même, un certain degré de violence est associé au plaisir sexuel masculin. Pire, il est également sous entendu comme condition au plaisir sexuel féminin (scénario peur-souffrance-plaisir).

Tout cela vise à légitimer chez les hommes l'idée d'une domination sur les femmes.

Mais, comme l'a dit un certain Godelier : « *Il n'y a pas de domination sans consentement des dominés. Consentement acquis, fabriqué par les idéologies* ». Idéologie bourgeoise, qui s'exprime à travers l'audiovisuel : femme dans son rôle de ménagère, femme morcelée à l'écran (donc niée en tant qu'individu), femme « libérée » sexuellement, femme donnant le plaisir...

Tous ces stéréotypes, intériorisés par les femmes elles-mêmes, tendent à diminuer le refus de la domination masculine.

Perçues comme modèles, ces images constituent pourtant déjà une violence, en ce sens qu'elles nient l'intégrité de la femme.

En définitive, on ne peut douter que notre société, par le conditionnement des hommes et des femmes, est patriarcale. De ce fait, la résistance féminine est perçue par l'homme comme une frustration d'un pouvoir qui lui est dû. La reconquête de ce pouvoir par la violence lui semble alors justifiée.

On ne peut se contenter d'analyser les raisons des violences sexuelles. Il faut chercher à y remédier.

Quelles solutions ?

Avant la loi de 1980, le viol était constitué par la seule pénétration forcée, notamment à l'encontre de certaines femmes (mariées, vierges ou ayant une vie régulière). Ce qui était défendu, c'était en somme de violer la propriété d'autrui, future ou actuelle.

Depuis, « *Tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature que ce soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte ou surprise, constitue un viol* ». Mais le viol reste classé dans les atteintes aux mœurs, donc à la société, et non pas dans les atteintes à l'individu (alors que le cambriolage, par exemple, en fait partie).

Des luttes restent donc à mener en ce domaine, de même que dans celui de l'accueil des victimes.

Depuis quelques années, il existe des structures alternatives qui apportent une aide aux femmes victimes de violences sexuelles, tant sur les plans psychologique que juridique. (1)

Mais ce n'est pas en changeant une loi ici ou là que l'on résoudra un problème dont les origines sont dans les fondements mêmes de notre société.

A la suite d'une étude portant sur plus de cent sociétés, l'ethnologue James Prescott a prouvé le lien existant entre la violence d'une société donnée et l'absence de tout contact tendre et chaleureux entre parents et enfants d'une part, et la rigidité des préceptes moraux d'autre part. Les sociétés primitives les moins agressives sont celles où il existe le plus de tendresse corporelle entre parents et enfants.

De même, il a démontré que « *le plaisir physique, partagé dans le respect de l'autre, constitue la base psychologique nécessaire à l'établissement de rapports démocratiques, égalitaires, c'est-à-dire à l'inverse de rapports autoritaires fascistes* ». Il conclut en affirmant qu' « *une révolution des mœurs est indispensable à l'humanisation des sociétés humaines. La moralité du plaisir partagé doit être affirmée, l'immoralité de la douleur, de la souffrance et de la privation reconnue.* »

Il est donc, bien entendu, important de soutenir les initiatives actuelles comme les collectifs d'accueil, mais il faut s'attaquer aussi aux racines de ce type de violence, ce qui suppose une remise en cause des fondements de notre société.

Annie/Frédéric
(groupe Humeurs Noires - Lille)

(1) Notamment, au Québec, les centres d'aide aux femmes victimes de violences à caractères sexuels (permanence 24 h/24 h, programme d'éducation-prévention en direction des enfants, pratiques alternatives à la justice : confrontation violeur-victime, travail sur la pornographie...). Pour tout contact ou renseignement, écrivez au **Collectif féministe contre le viol c/o MFPF, 4, square Saint-Irénée, 75011 Paris.**

SOMMAIRE

PAGE 1 : Albert... ville d'élite et du fric (suite p. 3), Etats-Unis... Rencontre avec un « spécialiste de l'activisme social », Edito.
PAGE 2 : L'auto-centrage rend sourd, Les tartufes, « On se rends ! ».
PAGE 3 : Albert... ville d'élite et du fric (suite de la « une »), Flambée de l'immobilier.
PAGE 4 : Etats-Unis... Rencontre avec un « spécialiste de l'activisme social » (suite de la « une »).
PAGE 5 : Québec... Les autochtones continuent leur lutte de libération (II), Course à pied Paris-Albertville-Genève, Allemagne .
PAGE 6 : Meeting interdit ?, La rue est au populo, pas aux populistes ni aux , Vivent les banquiers de gauchesocialistes, Associations, Nouvelles du front.
PAGE 7 : Ciné sélection : « Ces malades qui nous gouvernent », « la Psychologie de masse du fascisme » de Reich, « Histoire de la pensée économique ».
PAGE 8 : Violences sexuelles... Que faire ?, Infos FA.